

emploi dans le secteur manufacturier, emplois qui ont peut-être disparu pour toujours, sont des clients diminués. C'est pourquoi il y a moins d'argent qui arrive dans les mains des entrepreneurs, moins d'argent pour brasser d'autres affaires. Cela accélère la récession.

Lorsque les économistes disent que la récession pourrait durer jusqu'au milieu de l'année 1991 s'ils sont optimistes, ou jusqu'à la fin de l'année 1991 s'ils se situent dans la bonne moyenne, ou jusqu'à la fin de l'année 1992 s'ils sont pessimistes, ce qu'ils disent c'est que, statistiquement, nous verrons au cours de deux trimestres successifs un déplacement d'une activité économique en baisse à une activité économique à la hausse. Cela ne veut cependant pas dire que lorsqu'on déclarera la récession terminée l'économie aura retrouvé son état d'avant la récession ni que des emplois seront créés, ni que ceux qui ont perdu leur emploi et qui n'ont pas l'argent pour acheter les nécessités de la vie, les objets de luxe de la vie ou pour investir dans des maisons ou dans autre chose seront réabsorbés. Ils entraîneront l'économie dans une nouvelle chute.

Admettons, aux fins de la discussion, qu'on en arrive à un point où, au bout de plusieurs trimestres, le produit intérieur brut a chuté de 6 p. 100. Disons ensuite que, pendant deux trimestres successifs, la chute est stoppée et que le PIB augmente, pendant chacun de ces trimestres, de un dixième de 1 p. 100. Cela montre que la récession touche à sa fin, mais il manque encore 5,8 p. 100 pour être au même niveau qu'auparavant. Nous sommes à nouveau en période d'expansion, mais à partir du fond du puits, ce qui est une situation très difficile.

• (1720)

Vous me demandez de concilier les politiques contradictoires du gouvernement, ce qui fait rire le sénateur Simard, et je le comprends bien. Si j'étais à sa place, je rirais aussi. Il a été ministre des Finances. Il trouve très drôle que quelqu'un soit invité à concilier l'inconciliable. Je le comprends très bien. S'il était encore ministre des Finances du Nouveau-Brunswick, il rencontrerait ses homologues provinciaux et leur dirait: «Michael Wilson, John Crow et Brian Mulroney sont devenus fous». «Démentiels», comme il dit en français. Voici un ministre des Finances qui prend de l'argent dans les poches du contribuable, avec une nouvelle taxe, alors qu'on ne fait pas cela en période de récession, puisque cela va aggraver la récession. C'est pourtant ce qu'il est sur le point de faire avec cette nouvelle taxe, qui sera inflationniste.

Le ministère des Finances nous trompe quand il prétend que la taxe n'ajoutera que 1,25 p. 100 à l'inflation, et seulement une fois. Tous les témoins ont contesté cette affirmation. Le ministère des Finances n'est pas prêt à nous montrer les hypothèses qui l'amènent à ce résultat. N'oublions pas non plus les coûts supplémentaires que devront assumer les entrepreneurs pour gérer cette taxe pour le gouvernement. En moyenne, cela représente un coût supplémentaire équivalent à 9,3 p. 100 du chiffre d'affaires. Ce coût supplémentaire se reflétera dans les prix, ce qui signifie qu'il aura un effet inflationniste. Si vous croyez que le gouverneur de la Banque du Canada va sauter au plafond avec une augmentation de 1,25 p. 100 ou de 2,5 p. 100, imaginez ce qu'il fera quand il constatera que l'augmentation est plus élevée, à cause des frais administratifs qui seront intégrés aux prix.

Je ne sais pas si un ministre des Finances raisonnable ou un gouverneur raisonnable de la banque centrale ferait ce que

font M. Wilson et M. Crow, en demandant au premier ministre de dire que ses politiques sont destinées à nous faire sortir plus rapidement de la récession. Ce genre de déclaration laisse perplexé. Il doit y avoir une multitude d'économistes, comme ceux dont nous avons lu les déclarations ce matin, qui sont en train de se demander s'ils ne vivent pas sur une autre planète.

Je reprends:

... les travailleurs se retrouvent avec le même revenu après impôt, que la taxe soit perçue sur leurs revenus ou sur les biens et services qu'ils consomment. En conséquence, il est difficile de voir pourquoi ils changeraient leurs habitudes de travail en réponse à un tel changement. De plus, certains analystes estiment qu'une taxe générale à la consommation équivaut, sur le plan économique, à une taxe sur les salaires, étant donné qu'elle n'a pas d'effet sur le revenu économisé actuellement. Selon cette thèse, passer d'une taxe sur le revenu à une taxe à la consommation sans modifier les recettes exige que le taux effectif marginal d'imposition des salaires soit rehaussé, ce qui risque de ne pas inciter au travail.

Voulez-vous que je relise ce texte? Cet un argument assez complexe mais très bon.

Le sénateur Doody: Je préfère attendre le film.

Le sénateur Gigantès: Croyez-vous que je pourrais obtenir une subvention du gouvernement pour en faire un film? Vous en seriez la vedette.

Le sénateur Doody: J'accepte, si vous promettez de le réaliser dans un autre pays.

Le sénateur Gigantès: Vous seriez la supervedette, à titre d'expert fiscal. De toute façon, vous auriez beaucoup plus de succès que le premier ministre ou le leader du gouvernement au Sénat, car les gens vous font confiance, ce qui n'est pas le cas avec eux. Vous êtes vraiment une bonne nature! Vous êtes prêt à parler de production cinématographique avec moi. Recommandez-moi à Téléfilm, mettez-moi entre les mains de M^{me} Louise Beaudoin, mais ne lui dites pas que je suis fédéraliste parce qu'elle ne me donnerait pas un sou.

Finalement, même si on pouvait prouver qu'un changement de la structure fiscale inciterait les gens à travailler plus, il n'est pas évident que cela soit souhaitable sur le plan social. À moins de prouver que l'impôt a faussé les décisions de travail des particuliers, les inciter à choisir le travail au lieu des loisirs signifie que le gouvernement formule des jugements sociaux qu'il superpose aux choix que peuvent faire les particuliers quant à leur travail.

On tombe ici sur l'une des contradictions fondamentales du conservatisme. Les conservateurs ne cessent de nous répéter que les particuliers doivent avoir la liberté de faire leurs propres choix économiques. Or, nous avons ici un gouvernement conservateur qui restreint cette liberté de choix économique, et donc le libre arbitre des citoyens, en voulant décider à leur place de la quantité de travail qu'ils devraient fournir.

Le prochain chapitre du rapport Brooks est le suivant:

«Améliorer les incitations à l'épargne»

L'un des principaux arguments du gouvernement en faveur de la taxe sur les produits et services est qu'une taxe sur la consommation plutôt que sur le revenu va entraîner une augmentation de l'épargne privée...

... et cela augmente les taxes à la consommation plutôt que les taxes sur le revenu...